

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

Auxerre, le 26/11/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/08/2024

### **Contexte et constats**

publié sur   
**YNOVAE**  
6 rue des Docks  
89100 Sens

Références :

Code AIOT : 0005401278

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2024 dans l'établissement YNOVAE implanté 6 rue des Docks 89100 Sens.

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du PPC (Programme Pluriannuel de Contrôle) de 2024.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- YNOVAE
- 6 rue des Docks 89100 Sens
- Code AIOT : 0005401278      Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO BAS
- IED : Non IED

### **Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :**

Le site comporte un ensemble de silos de stockage de céréales (les silos verticaux n° 1 et 2 pour un volume de 40 000 m<sup>3</sup>, ainsi que le silo n° 3, silo plat disposant d'un volume de 36 000 m<sup>3</sup>) et séchoirs, un stockage d'engrais liquide (3 cuves de 50 m<sup>3</sup>) et un bâtiment de stockage d'engrais solides en vrac

(4 500 t d'engrais à base de nitrate d'ammonium répondant au «critère» II). Les installations sont dédiées principalement au stockage de blé, d'orge, de maïs et de colza.

### **Attributs de l'inspection :**

Risques accidentels (*Risque incendie, Risque surpression/projection*)

Risques chroniques (*Air, Déchets, Eau de surface*)

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

**Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :**

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Enregistrement de suivi en continu des engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 Jours
2	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.1	Demande d'action corrective	4 Mois
3	Consignes de sécurité et procédures d'exploitation	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1	Demande d'action corrective	15 Jours
4	Nettoyage des installations	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.2	Demande d'action corrective	15 Jours
6	Engrais non-conformes	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 15	Demande d'action corrective	15 Jours
7	Consignes de sécurité et permis de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Demande d'action corrective	15 Jours
8	Registre des événements	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Demande d'action corrective	15 Jours
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	
9	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

Plusieurs non conformités ont été relevées lors de cette visite d'inspection (consignes de sécurité et d'exploitation, installations électriques). L'exploitant doit y remédier dans les meilleurs délais.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Enregistrement de suivi en continu des engrais

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4

**Thème(s) :** Risques accidentels      Enregistrement de suivi en continu des engrais

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné :

- immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site ;
- sous vingt-quatre heures, le(s) fabricant(s) des engrais stockés sur le site, la liste des clients, leurs coordonnées et les quantités livrées ;
- sous quarante-huit heures ouvrables, les coordonnées des transporteurs.

L'exploitant tient à jour un état des opérations réalisées au niveau des installations (bâchage, nettoyage notamment) ainsi qu'un enregistrement des incidents survenus.

Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.

**Constats :**

Lors de la présente visite, l'exploitant a fourni un état des stocks à l'Inspection pour l'ensemble des cases sous forme de schéma. Sur ce schéma, on retrouve les différentes cellules de son magasin d'engrais, le nom et les quantités des produits stockés. Toutefois, des données sont manquantes, à savoir, les noms des fournisseurs et la date d'arrivée notamment.

Les autres informations demandées dans l'arrêté ministériel sont disponibles sur un logiciel de la coopérative, mais pas forcément accessibles sur le site par le responsable de l'établissement.

L'exploitant a déclaré, par courriel du 17/10/2024, qu'un état des stocks par rubrique ICPE, doit être disponible, fin octobre 2024 pour chaque site YNOVAE, via son ERP.

**Non conformité n° 1 :** L'exploitant n'a pas justifié d'un état des stocks mentionnant toutes les informations requises par le point 5.4 de l'AM du 13/04/2010.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compléter son état des stocks par toutes les informations requises par le point 5.4 de l'AM du 13/04/2010.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 Jours

## N° 2 : Exploitation des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels      Exploitation des installations

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation des installations est placée sous la responsabilité de l'exploitant ou d'une personne déléguée et nommément désignée par l'exploitant, spécialement formée aux dangers que présentent les engrais (dont les risques de détonation et de décomposition) et aux questions de sécurité relatives à ces dangers.

**Constats :**

Lors de la présente visite, l'exploitant a justifié que son site est placé sous la responsabilité d'une personne nommément désignée (chef du silo). Toutefois, l'exploitant n'a pas justifié de la formation de cette personne.

L'exploitant a déclaré, le jour de la visite qu'une formation en interne sur les bonnes pratiques de stockage des engrais a été faite aux chefs d'équipes par le responsable approvisionnement et l'adjoint de direction, mais a priori insuffisante pour balayer l'ensemble des dangers.

Par courriel du 17/10/2024, l'exploitant a transmis un devis signé relatif à la programmation de 2 sessions sur le sujet « dépôt d'engrais solides » avec solution, organisées par un organisme de formation spécialisé dans les métiers des coopératives agricoles. Les sessions sont prévues pour le 03 février et 13 mai 2025. Seront inscrits les chefs d'équipe en premier lieu puis leurs adjoints.

**Non-conformité n° 2 :**

Aucune personne, travaillant sur le site, n'est formée sur les risques liés aux engrais et aux questions de sécurité relatives à ces dangers.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de respecter ces engagements en terme de formation de son personnel aux risques liés aux engrais et aux questions de sécurité relatives à ces dangers.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 Mois

### N° 3 : Consignes de securite et procedured'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels      Consignes de securite et procedured'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et tenues à jour. Ces documents ainsi que les enregistrements les accompagnant ou les registres de suivi sont mis à disposition du personnel concerné et de l'inspection des installations classées.

Les consignes de sécurité sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

**Constats :**

Lors de la présente visite, l'inspection a constaté l'affichage de certaines consignes à l'accueil du site (numéro d'urgence, mesures de sécurité pour les entreprises extérieures...). L'exploitant dispose dans un classeur de plusieurs fiches de consignes à destination de différents acteurs et/ou répondant à différentes situations.

Toutefois, les consignes réglementaires (interdiction de fumer ; interdiction de tout brûlage à l'air libre ; interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité des stockages ; les modalités d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; les modalités d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours; les modalités de gestion des stocks et de suivi de l'état des stocks et de conservation des engrais ; les modalités des contrôles à réaliser à la réception des engrais ; la liste détaillée des contrôles et opérations à effectuer lors des différentes phases de l'exploitation ; les modalités d'entretien et de nettoyage des installations ; les modalités d'entretien, de vérification et de mise en œuvre des dispositifs de lutte contre un sinistre ; les modalités de gestion des déchets ; les modalités de mélanges des engrais ; les modalités d'action en cas de situation d'urgence, d'incident grave, d'accident ou de sinistre, etc. ) ne sont pas compilées dans un seul document et seuls des «interdictions de fumer» sont affichées à plusieurs endroits du site.

**Non-conformité n° 3 :**

L'exploitant n'a pas justifié que les consignes de sécurité et des procédures d'exploitation sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compiler les principales consignes de sécurité et des procédures d'exploitation dans un seul document et les afficher dans les lieux fréquentés par le personnel et les visiteurs.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 Jours

#### N° 4 : Nettoyage des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels      Nettoyage des installations

**Prescription contrôlée :**

Les installations (stockages, ensemble des équipements fixes nécessaires à la manutention des engrais : pieds d'élévateur par exemple, allées de circulation notamment) sont entretenues et nettoyées régulièrement. Le sol des installations est systématiquement nettoyé avant tout entreposage de l'engrais.

**Constats :**

Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a présenté une copie du registre de nettoyage pour l'ensemble de son site. On trouve la date de l'opération de nettoyage, la partie du site concernée, la personne chargée du nettoyage.

Pour les cases d'engrais, la dernière opération de nettoyage inscrite sur ce registre date du 07/06/2022.

L'exploitant a déclaré que d'autres opérations de nettoyage ont été effectuées après cette date mais pas inscrites sur le registre.

Toutefois, lors de la visite du site, l'état de propreté des cases d'engrais présentait un état de propreté satisfaisant.

**Observation 1 :**

L'exploitant doit procéder, systématiquement, à l'enregistrement de toutes les opérations de nettoyage du site sur le registre prévu à cet effet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder, systématiquement, à l'enregistrement de toutes les opérations de nettoyage du site sur le registre prévu à cet effet.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 Jours

## N° 5 : Stockage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7

**Thème(s) :** Risques accidentels      Stockage

**Prescription contrôlée :**

Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soit des engrais ou non.

Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.

L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, chaque mur (ou paroi) de séparation des tas ou ilots est figuré par un repère clairement identifié, visible sur la paroi extérieure.

Une case ne peut recevoir qu'un seul type d'engrais à la fois, sauf si une distance de séparation minimale de 5 mètres est respectée.

**Constats :**

Lors de la présente visite, l'inspection a constaté la présence d'un affichage à proximité de chaque case de stockage d'engrais indiquant le type d'engrais entreposé. L'exploitant a déclaré, le jour de la visite, qu'il complètera, d'ici la fin de l'année en cours, les informations relatives à la rubrique ICPE associée, le cas échéant.

Par ailleurs, l'affichage à l'extérieur avec des marques représentant les murs / cloisons des différentes cases est bien présent.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**



## N° 6 : Engrais non-conformes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels      Engrais non-conformes

**Prescription contrôlée :**

Engrais 4702-I (à l'exception de ceux dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est de 15,75 % en poids ou moins) et 4702-II ou 4702-III non conformes.

Lorsqu'un exploitant s'aperçoit que des engrais réputés conformes sont en réalité non conformes, il prévient aussitôt l'inspection des installations classées.

Ces engrais non conformes sont stockés à une distance de 10 mètres de toute matière interdite ou incompatible listée à l'article 10.1 du présent arrêté en attente de leur neutralisation.

L'exploitant met en place un programme d'inertage ou de recyclage permettant de faire disparaître le risque de détonation de ces engrais non conformes au plus vite.

L'exploitant organise la surveillance en continu de ces engrais non conformes pendant toute la période où ils sont présents sur le site.

Toutes les mesures prévues et prises sont consignées par écrit.

Une procédure est élaborée afin de gérer une telle situation. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'une procédure nommée «Gestion qualité d'engrais solides du site de Sens». Cette procédure indique ce qu'est un engrais non conforme et quelles sont les méthodes d'identification. Mais la description de la gestion de la situation est brève et ne détaille pas l'ensemble des consignes réglementaires.

En effet, cette procédure n'indique pas, par exemple, l'alerte à l'Inspection qui doit être faite dès lors qu'un engrais non conforme est détecté sur site et surtout comment est traité l'engrais sur site (reste-t-il sur le site ? sur quel emplacement dédié ? ses conditions de stockage...).

Toutefois, lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence d'engrais non conformes.

non-conformité n° 4 :

L'exploitant doit compléter, dans les meilleurs délais, la procédure de gestion des engrais non conformes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compléter la procédure de gestion des engrais non conformes.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 Jours

## N° 7 : Consignes de sécurité et permis de feu

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels      Consignes de sécurité et permis de feu

**Prescription contrôlée :**

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

**Constats :**

Lors de la présente visite, l'inspection a constaté l'affichage de certaines consignes à l'accueil du site (numéro d'urgence, mesures de sécurité pour les entreprises extérieures...). L'exploitant dispose dans un classeur de plusieurs fiches de consignes à destination de différents acteurs et/ou répondant à différentes situations (**Non-conformité n° 3**)

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le jour de la présente visite une copie d'un permis de feu, en date du 19/06/2024, relatif aux travaux de découpe de trappe de la case 46. Ce permis de feu est dûment complété.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 Jours

## N° 8 : Registre des événements

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels      Registre des événements

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un registre des incidents et accidents sur son site.

Ce registre mentionne un incident survenu le 30/10/2023, relatif à un échauffement de la tête de l'élévateur du silo 1. Un arbre des causes a été formalisé ; il doit être complété par une analyse des causes et des propositions correctives.

**Observation 3 :**

Il convient que l'exploitant complète l'arbre des causes de l'incident du 30/10/2023, par une analyse de ces causes et des propositions correctives.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant complète l'arbre des causes de l'incident du 30/10/2023, des causes par une analyse de ces causes et des propositions correctives.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 Jours

## N° 9 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels      Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

**Constats :**

Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a présenté une copie du rapport de vérification des installations électriques de son site, établi par la société VERITECH, en date du 16/01/2024, ainsi que le certificat Q18 associé.

Le certificat Q18 mentionne une vérification partielle des installations à cause d'une partie du sous-sol en travaux. De plus, ce certificat indique que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Par courriel du 17/10/2024, l'exploitant a transmis un devis signé relatif au traitement des non-conformités électriques mentionnées dans le rapport de VERITECH. Le détail des non-conformités y sont inscrites. L'entreprise SERA intervient depuis le 14 octobre sur le site pour y remédier.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels      Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit être pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

le plan des installations avec indication :

- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
- les mesures de protection définies à l'article 10 ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;

et le cas échéant :

- la procédure d'inertage ;
- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'une procédure d'urgence et d'auto-échauffement. Le parc d'extincteurs du site a fait l'objet de vérification par la société ARLI, en date du 24/10/2023.

Par ailleurs, l'exploitant a déclaré qu'une convention sera formalisée avec la société Air Liquide et le SDIS pour procéder à l'inertage d'une cellule de stockage si besoin.

Enfin, l'exploitant n'a pas justifié des débits des 2 poteaux d'incendie présents à l'extérieur du site.

**Non-conformité n° 5 :**

L'exploitant n'a pas justifié des débits des 2 poteaux d'incendie présents à l'extérieur du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier des débits des 2 poteaux d'incendie présents à l'extérieur du site.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 Mois